

Il dépend de la commune. C'est le Conseil communal qui a pour compétence la gestion qui concerne les aspects financiers (budget et comptes) du CPAS. Il est possible de faire un recours contre une décision prise par le CPAS et qui ne convient pas à la personne bénéficiant de leur aide.

Qu'est-ce que je dois faire si je ne suis pas d'accord avec la décision du CPAS ?

On peut aller gratuitement en recours quand le CPAS :

- Prend une décision avec laquelle vous n'êtes pas d'accord.
- Ne prend aucune décision dans les délais.
- Se déclare non compétent.

Le recours doit être introduit auprès du tribunal du travail.

- L'adresse du tribunal est mentionnée au verso de la décision du CPAS.
- La procédure est totalement gratuite.
- Vous ne risquez rien.
- Vous pouvez vous faire assister par un délégué d'une organisation sociale.
- Vous pouvez aussi vous faire représenter par un avocat pro deo.
- Par votre conjoint ou un membre de votre famille (ou celle du conjoint), avec une procuration que vous aurez écrite et remise à cette personne, et obtenir l'accord du juge.

Comment puis-je aller en recours ?

- Vous envoyez une lettre au greffe du tribunal du travail de votre domicile (ou de la ville mentionnée sur la décision du CPAS). Dans votre lettre, vous écrivez en quoi vous n'êtes pas d'accord avec la décision du CPAS. Vous joignez une photocopie de « l'accusé de réception » de votre demande, et une copie de la décision avec laquelle vous n'êtes pas d'accord.

Si le CPAS n'a pas pris de décision, vous l'écrivez dans votre lettre. Vous pouvez aussi écrire cette lettre avec un travailleur d'une organisation sociale.
- Vous pouvez également vous rendre vous-même au greffe du tribunal du travail. Dans la plupart des cas, vous y trouverez des formulaires pré-imprimés destinés à introduire un recours. Sur le formulaire, vous écrivez en quoi vous n'êtes pas d'accord avec la décision. Du CPAS. Vous joignez une photocopie de « l'accusé de réception » de votre demande, et une copie de la décision avec laquelle vous n'êtes pas d'accord. Si le CPAS n'a pas pris de décision, vous l'écrivez aussi sur le formulaire.
- Au tribunal, le juge examine votre demande. Le juge prend une décision sur la base des faits qui lui sont exposés par vous et par le CPAS. Il peut donner raison tant à vous qu'au CPAS. En principe, le jugement n'est définitif qu'après un mois. Tant vous que le CPAS peut aller en recours devant la Cour du Travail.

Si vous vous souhaitez que le jugement soit immédiatement applicable, vous pouvez demander au juge qu'il rende son jugement « exécutoire par provision » (Il vaut mieux le demander au début de la procédure).

Dans ce cas, la décision du juge annule et remplace immédiatement la décision du CPAS. Mais, vous courez alors le risque de devoir rembourser le CPAS au cas où ce dernier irait en recours et ferait annuler la décision du tribunal.

Fiche 2

Combien de temps ai-je pour aller en recours contre la sentence ?

- Vous devez introduire le recours dans les **3 mois** qui suivent la décision.
- Vous n'avez pas reçu de décision : le délai des 3 mois débute 38 jours après l'introduction de votre demande, ce qui correspond à la date limite à laquelle vous auriez dû recevoir une décision.
(Etant donné que le CPAS dispose d'un délai de 30 jours pour prendre sa décision + 8 jours pour vous la communiquer).

Combien cela coûte-t-il ?

Les frais de procédure sont toujours payés par le CPAS, même si vous perdez. Vous devez cependant payer si vous avez fait un usage abusif de la possibilité du recours. Par ailleurs, si vous perdez, les frais d'avocats sont à votre charge (sauf pour le pro deo).

Mes droits

- Le droit d'être informé : Si vous souhaitez des informations, le CPAS est tenu de vous répondre.
- Le droit d'être assisté : Quand vous négociez votre contrat de travail ou votre projet individualisé d'intégration sociale, vous pouvez vous faire accompagner par une personne de votre choix.
- Le droit de la réflexion : Avant de signer votre contrat de travail ou votre projet individualisé d'intégration sociale, vous pouvez demander un délai de réflexion de 5 jours.
- Le droit à une entrevue : Si vous voulez rencontrer votre assistant(e) social(e), il ou elle doit vous donner un rendez-vous dans les 5 jours ouvrables.
- Le droit à l'audition : Vous pouvez demander à être entendu par le Conseil avant qu'il prenne une décision vous concernant.
- Le droit des intérêts de retard : si votre revenu d'intégration est payé en retard.
- Le droit à un recours si vous n'êtes pas d'accord avec la décision du Conseil.

Mes obligations

- L'obligation d'accepter une enquête sociale. Vous devez laisser l'assistant(e) social(e) entrer chez vous et lui fournir tous les documents qu'il ou elle vous demande.
- L'obligation de donner au CPAS certaines autorisations pour lui permettre de se renseigner sur vous (auprès des contributions, de votre banque, ...)
- L'obligation de vous soumettre à un examen médical aux frais du CPAS si vous prétendez ne pas être en état de travailler.
- L'obligation de signaler les changements concernant votre identité, vos ressources, votre composition de ménage, ...
- L'obligation de répondre aux convocations et de respecter vos engagements.